

Journal indien : Si les États-Unis lèvent le blocus, ce sera un pas historique avec Cuba



La Havane, 24 déc (RHC) Le quotidien indien Financial Express a déclaré que si les États-Unis retiraient Cuba de la liste des pays terroristes et levaient le blocus, ce serait un pas historique vers la réconciliation entre les deux nations.

« Il n'est pas trop tard pour que les États-Unis réparent cette erreur, soulagent le peuple cubain et s'orientent vers une relation plus juste et plus pacifique entre les deux nations », indique le journal dans

un article détaillé. Alors que la présidence de Joe Biden touche à sa fin, la lutte de Cuba contre le blocus américain se poursuit.

Motivé par la grande marche de vendredi dernier à La Havane contre le siège économique, commercial et financier de Washington et le maintien de Cuba sur la liste américaine des sponsors présumés du terrorisme, le journal souligne la résilience et la résistance du peuple cubain face à une telle guerre économique.

Le média indien a qualifié la manifestation sur l'île des Caraïbes de puissante et d'affirmation ferme que le peuple cubain ne cédera pas aux pressions extérieures et que son engagement en faveur de la justice et de l'autodétermination reste inébranlable.

Malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés, les Cubains continuent de résister aux mesures coercitives qui étouffent l'économie, affectent tous les aspects de la vie quotidienne, tentent de briser leur esprit ou de les contraindre à la soumission.

Le journal a rappelé que, pour son élection à la présidence, Joe Biden a déclaré qu'il souhaitait atténuer les politiques sévères imposées par son prédécesseur, Donald Trump, et alors que son mandat est sur le point de prendre fin, le siège américain contre Cuba continue d'être une difficulté durable pour la nation insulaire, ce qui a déçu beaucoup de monde, a déclaré le journal.

Selon lui, le blocus restreint l'accès aux biens essentiels tels que la nourriture, les médicaments et le carburant, dévastant des secteurs vitaux tels que les soins de santé, l'agriculture et les infrastructures.

Le Financial Express souligne que les origines du blocus remontent à 1960, lorsque des fonctionnaires américains, dont le secrétaire d'État adjoint Lester Mallory, ont recommandé des sanctions économiques visant à provoquer un « mécontentement économique et des difficultés » à Cuba, avec la stratégie claire d'affaiblir le gouvernement en créant une crise pour ses citoyens, ajoute le journal.

Le journal fait référence aux coûts de plusieurs millions de dollars de cette guerre économique contre le peuple cubain, soit plus de 421 millions de dollars par mois, ce qui représente des milliards de dollars de pertes sur plus de 60 ans.

Elle empêche également Cuba d'accéder aux marchés internationaux, aux investissements étrangers et à l'aide humanitaire, laissant l'île vulnérable aux pénuries de produits de première nécessité qui, selon le journal, sont les principales causes de l'émigration irrégulière de nombreux Cubains à la recherche de meilleures opportunités.

Le journal indien considère que l'un des aspects les plus controversés de la politique américaine est la désignation de Cuba comme État soutenant le terrorisme, ce qui, selon lui, a isolé l'île des systèmes financiers internationaux et a sévèrement limité sa capacité à participer au commerce ou à obtenir les ressources nécessaires.

Il a rappelé que l'île est victime du terrorisme de groupes basés aux États-Unis, face à l'inaction des autorités américaines, et qu'à l'inverse, Cuba joue un rôle clé dans les efforts de paix mondiaux, notamment en servant d'intermédiaire dans les négociations entre les groupes armés et les gouvernements en Colombie et dans d'autres parties de l'Amérique latine.

Pendant ce temps, le blocus reste fermement en place et entraîne d'immenses coûts humains et économiques, a-t-il ajouté. (Source : Prensa Latina)



Radio Habana Cuba